leur douleur est grande. — Ils sont rares, me dira-t-on, — vérité de M. de la Palisse. S'ils étaient communs, le Mexique ne serait pas ce qu'il est. Le diamant a-t-il moins de valeur parce qu'il ne court pas les rues?

Le prochain départ de nos troupes avait réveillé le patriotisme des uns, la crainte des autres, tous se retournaient vers le trône pour lui donner leur appui, lui demander la sécurité de leur vie, de leurs propriétés, tous faisaient ce qu'ils auraient fait il y a deux ans si l'Empereur s'était entouré de ses partisans et non de ses ennemis. La réaction devenait générale, elle donnait des espérances; aujourd'hui, la panique paralyse toutes les forces. La maladie de l'Impératrice a jeté le trouble et le découragement dans l'âme du souverain. De quel côté que se tourne le Mexique, il ne voit plus que des mains qui se retirent et des fers qui s'approchent. Qui le sauvera de l'esclavage révolutionnaire ou de la perte de sa nationalité menacée par les calculs odieux du gouvernement de Washington? Dieu seul peut à présent opérer cette délivrance. N'est-ce pas dire que le malade est à la dernière extrémité?

XII

Question mexicaine mal connue en Europe. — Exposition sommaire. — Politique américaine. — Tactique de M. Seward. — Doctrine Monroe, son origine, son application et ses conséquences. — Opinions des écrivains des États-Unis contre la doctrine Monroe et la politique de M. Johnson. — Opinions françaises sur la question mexicaine. — Embarras des États-Unis par rapport à cette question. — Opinions des Mexicains sur la situation actuelle. — Importance de notre expédition pour l'avenir de notre commerce et de notre influence. — Résumé.

Les discours des Chambres prononcés dans les trois dernières sessions, sur la question mexicaine, ont émerveillé tous les résidents du Mexique, étrangers et nationaux. Personne ne pouvait croire que ces discours, pour ou contre, soient pris au sérieux, lorsque chaque mois il arrive quarante mille lettres en Europe qui disent le contraire de ce qui a été dit pendant ces trois sessions. Quatre ou cinq orateurs qui ne connaissent pas le moins du monde le Mexique, ayant des renseignements incomplets, exagérés, et quelquefois faux, ont traité cette question

avec une décision, une allure étonnantes. MM. Jules Favre et Picart en ont parlé de manière à convaincre tout le Mexique qu'ils en ignoraient le premier mot, qu'ils n'avaient pas la moindre idée de ce qui se passait dans le pays. Avant de vanter le patriotisme des guerilleros, ils auraient dû lire la circulaire de M. Juarez, et la lettre de M. de Leon, qui traitent ces individus de « *voleurs faisant le plus grand mal à leur cause..., qui méritent tous d'être pendus.* »

Une bande de ces braves « patriotes » commandée par Carvajal, ayant été mise hors la loi par Juarez lui-même, voulut se venger lorsque je me trouvais à Durango. Juarez, croyant la route libre de Chihuahua à Monterey, lors de l'expédition de Negrete contre Matamoras, se mit en route avec ses domestiques pour l'escorter. En arrivant à Zarca, Juarez apprit que Carvajal s'était embusqué sur son passage pour le détrousser et le fusiller. L'ex-président, toujours prudent, s'empressa de rebrousser chemin et de rentrer à Chihuahua.

Quant à M. Costa, il a parlé, — en public, — comme un homme qui a été de Vera-Cruz à Mexico, sans quitter la diligence, qui s'est ensuite enfermé dans son cabinet pour étudier les ouvrages de M. de Humboldt sur le Mexique, puis, au bout de quatre mois, a repris la diligence pour Vera-Cruz avec le cordon de Notre-Dame de Guadalupe dans ses bagages. Ces conditions paraissent insuffisantes pour traiter la question mexicaine avec autorité. M. Rouher seul en a parlé à un point de vue assez élevé pour avoir les applaudissements de tous ceux qui comprennent l'im-

portance de notre expédition pour nos intérêts commerciaux et l'équilibre moral et politique des peuples civilisés.

J'ai mis vingt ans pour connaître le Mexique et les États-Unis dans leur histoire, leurs institutions, leurs tendances, les rouages de l'administration et les individus qui constituent les différents degrés de l'échelle sociale; mes études n'avaient d'autre but que celui de connaître ce qui est, non ce que j'aurais voulu qui fût; j'ai fait la topographie à $\frac{1}{80.000}$ de plus de deux mille kilomètres du sud au nord et de l'est à l'ouest; j'ai étudié l'anthropologie des races mexicaines dans les villes, les villages, les plaines et les montagnes; le résultat de toutes ces fatigues, de toutes ces études et de tous ces travaux, est que le Mexique, tel qu'il est aujourd'hui, et la question mexicaine, sont deux choses à peu près inconnues en Europe.

Il est naturel que l'opposition dynastique et l'opposition républicaine du Corps législatif et de la presse attaquent à tort et à travers notre intervention au Mexique. Cela n'empêche pas que cette intervention pouvait devenir le plus grand acte politique de notre siècle, en poursuivant son but avec intelligence, énergie, jusqu'au succès. L'opposition parlementaire en France s'étant donné la tâche de critiquer le pouvoir dans tous ses actes, devait blâmer le gouvernement d'avoir créé la question mexicaine. Elle n'a vu, ou fait semblant de voir, que les sacrifices, sans daigner jeter les regards sur les avantages. Son patriotisme, jugé par ses discours et ses écrits, nous conduirait à la plus humiliante nullité,

LIBRARY & HISTORICAL SOCIETY QUEBEC

si on s'y laissait tromper. En attaquant l'expédition du Mexique, elle attaquait légalement le gouvernement dans son œuvre; en la faisant avorter, elle remportait une victoire morale qui pouvait devenir une arme dans ses mains et lui servir plus tard. De là cet acharnement dont le Mexique était le prétexte, mais l'abaissement du prestige impérial le but.

Si la question mexicaine avait été mieux comprise dans les conseils du gouvernement, elle aurait été mieux défendue. On aurait pu dire dès le début de la discussion : Nous voulons au Mexique une monarchie, parce que c'est le seul régime qui lui convienne; nous voulons un souverain étranger, parce que la nation le demande, comme étant le seul gouvernement fort et stable qu'elle puisse avoir. Nous avons peut-être eu tort de ne pas faciliter sa consolidation par la reconnaissance du Sud, le prince lui-même s'est trompé dans la ligne politique qu'il a suivie jusqu'à présent, mais notre honneur et nos intérêts sont engagés, et nous ne quitterons pas le Mexique avant de les avoir sauvegardés. — Au lieu de cette franchise et de cette fermeté, on voulait faire croire que tout allait bien, que l'Empire se consolidait, et que la pacification du pays dépendait uniquement de l'organisation des finances et de la dispersion des bandes armées qui tenaient la campagne.

Je ne sais sur quoi M. Langlais se fondait en me disant ce qu'il m'a dit au mois de novembre 1865, avec une indignation non contenue: « C'est incroyable, mais l'empereur Napoléon ne sait pas tout ce qui se passe ici ; à force d'adoucir la vérité

on la déguise. » L'art de gouverner est l'art de bien choisir, a dit, je crois, Napoléon Ier. Si tous ceux qui ont joué un rôle important dans la question mexicaine avaient été des hommes désintéressés, d'une valeur politique et d'une intelligence de premier ordre, l'œuvre de l'intervention serait à peu près achevée, et nos troupes pourraient rentrer sans compromettre l'existence de nos compatriotes. Malheureusement les Français s'intéressaient peu à la couronne d'un prince autrichien, et les Mexicains qui étaient au pouvoir n'en voulaient pas du tout. On s'est borné de part et d'autre à des demi-mesures, des demi-moyens, on a fait faute sur faute, de sorte que tout est à peu près fini aujourd'hui. Voilà comment l'empereur Napoléon a été compris et secondé.

Il est évident que l'introduction d'une monarchie avec un souverain étranger, dans un pays monarchique dans le fond, républicain dans la forme, et sa réorganisation sociale, administrative et politique, constituaient un laborieux enfantement, mais la délivrance eût été facile avec l'enthousiasme de la population d'un côté, et la lassitude des partis de l'autre. C'est alors qu'il eût fallu agir avec l'énergie et l'activité déployées dans ces derniers temps par le gouvernement mexicain.

On se rappelle le mot de ce paysan, auquel on répondait toujours que monseigneur étudiait, lorsqu'il demandait à lui parler. « Mon Dieu! dit-il un jour, quand donc nous donnera-t-on un évêque qui aura fini ses études! » Le malheur du Mexique, depuis la création de l'Empire, c'est que le gouvernement pa-

raissait toujours étudier. Pourquoi n'avait-il pas fini ses études avant d'aller au Mexique? Et nous, pourquoi ne finissons-nous pas les nôtres avant de revenir?

Le succès de notre expédition n'intéresse pas seulement notre amour-propre national, l'honneur de notre drapeau, il intéresse surtout notre commerce. De lui dépend la suprématie de notre influence morale dans le nouveau monde, où vivent quatre cent mille Français; cette influence, c'est le crédit; le crédit, n'est-ce pas la fortune? L'Amérique latine, c'est-à-dire, le Mexique, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud pouvaient devenir pour la France ce que l'Asie est pour l'Angleterre, — son plus vaste marché. — Les caractères bilieux, les esprits étroits crient contre les expéditions lointaines: pourquoi ne crient-ils pas contre les progrès du siècle? Les expéditions lointaines assurent des débouchés nouveaux à notre industrie, des marchés nouveaux à notre commerce; elles créent le crédit extérieur auquel l'Angleterre et les États-Unis doivent toute leur puissance et leurs richesses. Le crédit extérieur ne constitue-t-il pas la fortune des nations commerçantes?

On m'objectera sans doute que nos comptoirs lointains nous coûtent fort chers et ne nous rapportent rien, à cause des lois prohibitives qui les empêchent de se développer et les rendent ridicules aux yeux des étrangers. C'est très-vrai, mais actuellement, avec les traités de commerce, les lois qui régissent nos colonies et nos comptoirs doivent forcément être modifiées. S'il en est encore autrement, il faut beaucoup s'en prendre au manque d'esprit pratique de la plupart de nos orateurs, qui n'ont pas l'éducation des Anglais et des Américains en matière de transactions industrielles et commerciales.

Quand on connaît la situation actuelle et les tendances politiques de l'Amérique espagnole, on comprend vite combien le succès de notre intervention aurait influencé toutes ces républiques de race latine. La consolidation de l'Empire mexicain était la résurrection morale et politique de la race latine dans le nouvel hémisphère. La doctrine Monroe, sans qu'il s'en doutât, n'est autre chose que les prémices de cette grande thèse de la prépondérance de telle race sur la civilisation de la moitié du globe. C'est un cri d'alarme jeté prophétiquement aux nations du Nord pour les tenir sur leurs gardes? Si la monarchie s'introduisait successivement dans les républiques espagnoles, dans dix ans les États-Unis proclameraient chez eux la dictature, sorte de monarchie républicaine adoptée par les républiques abâtardies ou trop révolutionnaires.

La conduite des États-Unis dans la question mexicaine semble n'avoir été comprise qu'à Mexico.

Soit à cause de la dette écrasante qui rendra de longtemps une nouvelle guerre impossible aux États-Unis, soit à cause des difficultés presque insurmontables rencontrées par le gouvernement de Washington dans la reconstruction de l'Union américaine, les chefs du pouvoir et tous les hommes sérieux des États-Unis désirent la paix à tout prix. L'esprit éminemment pratique des Américains les porte à

laisser de côté leurs sympathies pour telle ou telle forme de gouvernement chez leurs voisins, pourvu que leur industrie et leur commerce trouvent leur intérêt dans un ordre de choses stable. La République mexicaine n'a jamais été pour eux un marché; la consolidation de l'Empire leur promettait, au contraire, un débouché important pour leurs machines, leur charbon, leurs lainages et bien d'autres marchandises. Juger l'opinion publique aux États-Unis, dans les questions étrangères, par le langage des journaux, est une erreur que ne commettent jamais ceux qui ont vécu longtemps dans ce pays et se sont donné la peine de l'étudier. Du reste, je démontrerai plus loin que ce langage n'est pas toujours hostile au Mexique.

Malheureusement nos hommes d'État et les orateurs de l'opposition ont paru ignorer les nécessités de tactique du gouvernement américain; ils ont pris au pied de la lettre ce qui n'était qu'une formule, un moyen de fortifier son point d'appui. Ainsi, l'on a dû s'apercevoir, après les élections de New-Jersey, que le parti radical ou républicain allait devenir en majorité dans les chambres; le gouvernement, alors, poursuivant avec une sage persévérance le projet de reconstruction telle qu'elle était avant la guerre, dut, pour s'assurer le concours de la majorité, sacrifier, en paroles, la politique étrangère à la politique intérieure. Il arbora donc la doctrine Monroe pour s'attacher la bienveillance des radicaux ou pour mettre un frein à leur hostilité, il se mit à la tête du mouvement pour le diriger; par une manœuvre très-habile,

il alla si loin que les chambres eurent peur, comme je le prouverai dans un instant, d'un conflit réel avec la France. Aussi renvoyèrent-elles immédiatement à la commission des affaires étrangères la question mexicaine. C'était la renvoyer aux calendes grecques, comme le désirait le cabinet de Washington. Plus tard l'emprunt juariste eut un résultat pire encore, il fut complétement abandonné.

M. Seward, dans ses correspondances avec les gouvernements européens, révèle un esprit dont la finesse arrive à l'astuce; il sait que les États-Unis sont le pays où règne le charlatanisme le plus colossal du monde; politique, liberté, administrations, tout cela charlatanisme, tout cela du Ruolz; mais il connaît le prestige de l'inconnu, des distances, de la grosse caisse; il en profite adroitement. Sans la grosse caisse que l'Angleterre battait en faveur de la Pologne et du Danemark, le Danemark n'aurait pas perdu ses duchés, la Pologne n'aurait pas été écrasée. Si l'Italie avait compté en 1859 sur la grosse caisse que l'Angleterre battait en sa faveur, les Autrichiens seraient allés s'établir à Turin. La grosse caisse fait toujours des dupes. En essayant d'intimider les puissances européennes, M. Seward savait d'avance que des intérêts plus immédiats, sinon la crainte de nouvelles complications, feraient écouter son langage. A ses lettres, M. Drouyn de Lhuys répond par des concessions. La conduite du gouvernement mexicain et la question d'Allemagne, qui menace de mettre l'Europe en feu, le découragent, il n'ose pas dire aux États-Unis: « Mêlez-vous de vos affaires et laissez le Mexique tran-

quille; nous le quitterons quand nos intérêts seront satisfaits. » Notre réponse rend M. Seward plus entreprenant vis-à-vis de l'Autriche; il lui défend de laisser partir les volontaires autrichiens. Le cabinet de Vienne s'empresse d'obéir, au lieu de se révolter contre de telles prétentions. Qu'auraient fait les Yankees contre les Sudistes, sans les volontaires allemands et irlandais? Mais la politique des races saxonnes a-t-elle été jamais logique?

Pourquoi M. Seward n'agirait-il pas ainsi, puisque cela lui réussit si bien? L'Angleterre et les États-Unis ont une politique à peu près identique. Dans les questions d'honneur et d'humanité, « abstention, » si elles ne touchent pas à leurs intérêts; dans les questions purement politiques ou de sympathie, « beaucoup de bruit, » mais jamais jusqu'à tirer l'épée hors du fourreau; dans leurs transactions réciproques, « menaces ou concessions, » selon les intérêts du moment.

Les Yankees rappellent ces matadores andalous qui brandissent leur épée sur un balcon, et menacent de tuer tout le monde. Si par hasard un passant lui dit: « Viens donc me tuer, si tu l'oses, » le matadore se donne la peine de descendre, lui donne la main et lui jure une éternelle amitié. Si l'Europe avait un langage plus ferme et plus décidé, les États-Unis ne la bafoueraient pas comme ils le font depuis quelque temps. Cette condescendance, qui passe là-bas pour de la faiblesse, pourrait bien lui coûter cher un jour. Si on laisse ce gouvernement s'occuper des affaires sur lesquelles il ne doit avoir aucun contrôle, bientôt

il pèsera lourdement sur la politique et sur les intérêts européens. On a trop vite oublié qu'en 1846, lorsque les États-Unis envahirent le Mexique, alors déchiré par des révolutions intestines, l'armée d'invasion, forte de soixante-quinze mille hommes, mit deux années pour accomplir son œuvre, perdit vingt-quatre mille hommes et coûta un milliard de francs. Aujourd'hui ce serait pire, les Américains le savent et ne veulent de la guerre à aucun prix; pourquoi donc en avoir si peur?

Qu'on me permette de citer ici quelques lignes de M. de Lamartine, non que je partage toutes ses idées sur les Américains,— si ces messieurs « mâchent du tabac, » ils savent aussi défricher un pays, cultiver la terre et faire des machines comme on n'en fait pas en Europe, — mais parce qu'il a des vues très-élevées et très-vraies sur la question Mexicaine.

. . . . . .

« La pensée de la position à prendre par nous au Mexique est une pensée grandiose, une pensée incomprise.... une pensée juste comme la nécessité, vaste comme l'Océan, neuve comme l'à-propos, une pensée d'homme d'État, féconde comme l'avenir, une pensée de salut pour l'Amérique et pour le monde.

. . . . . .

« Il faut s'élever très-haut pour en concevoir la portée.

« En partant de ce principe, devenu aujourd'hui un fait, que le continent américain est la propriété collective du genre humain, et non de l'*union* déchirée d'une seule race sans titre et sans droit, du moins

sur l'Amérique espagnole et sur la race latine, mère de toute civilisation, le principe de protection de l'Europe et de son indépendance, du moins dans ses dix-sept États républicains de l'Amérique du Sud, découle évidemment, pour nous et pour toutes les puissances de l'ancien monde. Il faut prévoir les événements, il faut protéger la race latine, et, pour protéger, il faut prendre possession d'abord sur le point menacé contre les États-Unis.

« Il le faut, ou bien déclarer que le continent nouveau, possession de l'Europe, appartiendra tout entier, dans vingt-cinq ans peut-être, à ces pionniers armés qui ne reconnaissent pour tout titre de leur usurpation que leur convenance, et qui permettent à leurs citoyens, comme Walker, de lever individuellement des escadres et des armées contre Cuba, pendant que leur général fédéral entre au nom de l'Union dans Mexico, et de là dans toutes les capitales civilisées du Sud !

. . . . . .

« Or, pourquoi l'Europe ou le monde ancien reconnaîtrait-il ces droits de piraterie sur mer et sur terre aux États-Unis, tandis que, dans l'ancien monde nous reconnaissons non-seulement le droit de protéger les propriétés utiles à tous, mais encore le droit d'exproprier avec indemnité les États et les individus de toute propriété de choses dont l'usage est nécessaire à tous?

« Le principe de protection des intérêts utiles à tous, qui s'applique à une commune, s'appliquerait-il donc avec moins de droit à un continent tout entier à

protéger dans son indépendance? Évidemment non. Nous ne disons point : Expropriez les États-Unis de l'Amérique espagnole; leur propre anarchie organique les expropriera assez! mais nous disons : L'Europe a le droit, et nous ajoutons le devoir, de ne pas leur livrer la race latine, l'Amérique espagnole, la moitié qui reste encore libre et indépendante de cette magnifique partie du globe, plus de la moitié du ciel, de la terre et des populations du nouveau monde!

. . . . . .

« Quelles sont les possessions collectives, sacrées, les nécessités du genre humain tout entier que la politique de l'ancien monde ne peut et ne doit pas livrer à la merci des États-Unis de l'Amérique anglaise?

« Ces choses sont le capital du monde entier, exploité par quelques-uns, nécessaire à tous, dans notre état de civilisation et dans notre système d'échange, qui nous rend à tous l'or monnayé aussi nécessaire que le pain. Les mines d'or sont là!

« En second lieu, l'alimentation de l'ancien monde, le blé, les farines, le maïs, la pomme de terre, dont le peuple vit, et dont la privation dans les années de disette peut entraîner en Europe des calamités et des dépopulations incalculables.

« En troisième lieu, les industries qui sont devenues, depuis quelques années surtout, par un salaire qu'elles assurent à au moins quarante millions d'ouvriers industriels des tissus de coton, le véritable et indispensable *stipendium* du salaire et de la vie!

« Enfin le commerce, qui nous nécessite une marine et des matelots, population flottante, incalculable comme nombre d'hommes nourris sous la voile, plus incalculable encore comme élément de notre puissance nationale. Permettre aux États-Unis de renouveler la folie du premier empire, de mettre le blocus anti-européen, non plus sur leurs ports seulement, mais sur un monde, comme ils viennent de le proclamer, ce n'est plus une lâcheté seulement, c'est accepter les fourches caudines de New-York, c'est abdiquer la navigation, le commerce, le coton, le libre échange, la marine du vieux monde, c'est ne plus vivre que de la mort de la vie !

. . . . . .

« Un de leurs rares orateurs politiques, le plus éloquent et le plus honnête..., me disait un jour : « Notre liberté consiste *à faire tout ce qui peut être le plus désagréable à nos voisins.* »

. . . . . .

« Sauf les rares exceptions qui tranchent et qui souffrent partout de la pression générale, dans une atmosphère inférieure..., voilà l'Amérique du Nord, voilà l'air du pays : « l'orgueil de ce qui manque. » Voilà ce peuple à qui M. Monroe, un de ses flatteurs, disait pour être applaudi : « Le temps est venu où « vous ne devez pas souffrir que l'Europe se mêle « des affaires de l'Amérique, mais où vous devez dé- « sormais affecter votre prépondérance dans les af- « faires de l'Europe ! »

La doctrine Monroe est une importation anglaise, acceptée par la crédulité américaine, qui ne regarde

pas l'absurdité de cette doctrine. Du temps de Canning, toutes les fois que ce ministre prisait, le cabinet de Washington éternuait. Lorsque Canning voulut décapiter l'Espagne en Amériqne, il dit à M. Monroe : « Pas de monarchies sur le continent, » et ce président mit cette phrase dans son message, pensant qu'elle ferait très-bien. Seulement cette phrase était assez ridicule, la Russie, la France, l'Angleterre, l'Espagne et le Danemark ayant de vastes possessions en Amérique, et les États-Unis ne songeant pas le moins du monde à les en déposséder. La monarchie brésilienne n'a-t-elle pas été fondée justement à l'époque de la présidence de M. Monroe?

Voici comment le gouverneur de l'Ohio, dans son dernier message, parle de la doctrine Monroe :

« Cette doctrine, dit-il, n'a jamais été parfaitement définie ; nous n'avons encore pu nous accorder nous-mêmes sur sa signification et sa portée. Son origine est douteuse, son but est incertain. Le Mexique n'a jamais été et ne sera jamais une république, à moins que sa population ne soit renouvelée par une autre d'origine toute différente. Ce pays, ainsi que toutes les républiques sœurs de l'Amérique du Sud, a été livré depuis l'époque de son indépendance à la plus violente, la plus sanguinaire et la plus incendiaire des anarchies. Il a continuellement porté préjudice aux nations avec lesquelles il était en relations ; il a opprimé et ruiné sans pitié son propre peuple, et a été, en un mot, une disgrâce pour la liberté républicaine et pour la nature humaine. »

Le gouverneur conclut qu'il y aurait *folie* à

risquer une guerre avec la France pour la défense d'une pareille doctrine appliquée à un pareil peuple, et il insiste pour que l'on cesse de menacer ou de chercher à intimider la France à ce sujet.

Un des meilleurs écrivains des États-Unis publiait récemment, sur cette même doctrine, dans le *Commercial advertiser* de New-York, un article dont j'extrais les passages suivants :

« La doctrine Monroe est la négation des droits que nous confère la loi des nations dans les pays étrangers et l'extinction virtuelle de l'indépendance nationale de tous les États auxquels on pourrait la faire s'appliquer. Elle constitue, de la part du gouvernement américain, une prétention à s'arroger, par la seule force de sa propre volonté, un protectorat indépendant de tout assentiment légalement consacré de la part de la partie protégée. Le protectorat exercé par un gouvernement sur un autre s'applique aux intérêts à protéger ou à modifier. Le genre de protectorat que la doctrine Monroe prétend exercer sur les nations aujourd'hui indépendantes des deux continents de l'Amérique, s'adresse essentiellement à l'édifice politique et social de la société entière et pénètre jusque dans son organisation la plus intime.

« Il devient, en un mot, une absorption virtuelle de tous les traits caractéristiques de l'indépendance nationale et de la liberté d'action.

« Imposer une forme particulière de gouvernement à un pays, c'est dicter à son peuple la nature de ses obligations civiques et la direction que ses pensées et ses actes doivent prendre.

« Ce procédé d'absorption, d'après les théories des annexionnistes, doit s'étendre dans l'avenir à l'Amérique entière, septentrionale et méridionale, et, par une conséquence logique, être également applicable à toutes les Antilles et les autres îles situées à proximité des deux côtes de ces grands continents.

« La doctrine Monroe tend donc, par les conséquences logiques de son application extrême, à absorber de la façon la plus sommaire une douzaine environ de nationalités indépendantes, en leur assurant, par notre influence prédominante, certaines formes de gouvernement propres à développer la puissance politique et l'influence des États-Unis. Elle vise, *pro tanto*, à l'établissement de la domination universelle sur les deux Amériques. Mais cette prétention à la domination universelle, ou quelque chose en approchant, est contraire à la loi des nations et justifie une combinaison armée de toutes les nations pour la combattre par la force des armes.

« La loi internationale reconnaît dans la condition normale et pacifique de la famille des nations, que chacune d'elles doit être indépendante et se gouverner à sa guise, en se soumettant seulement à l'obligation d'observer les règles de la justice l'une envers l'autre dans leurs rapports commerciaux et politiques.

« Chercher à enfreindre cet arrangement pacifique, existant dans une famille de nations, et à les détacher l'une de l'autre pour les subordonner à la

volonté ou à la politique d'une seule, quelque grande qu'elle soit, c'est violer les principes fondamentaux de l'individualité nationale, et, pour pousser cette politique d'absorption jusqu'à ses dernières limites, c'est abolir nations et races, et imposer à la famille l'empire de la domination universelle la plus absolue. »

Les puissances européennes n'ayant nullement envie de s'emparer d'une partie du nouveau monde pour y établir des monarchies, la doctrine Monroe ne signifie pas aujourd'hui l'Amérique pour les Américains et l'Europe pour les Européens, c'est-à-dire le Mexique pour les Mexicains, le Guatemala pour les Guatemaltèques, le Pérou pour les Péruviens, etc.; elle signifie le Mexique pour les Américains du Nord, l'Amérique centrale pour les Américains du Nord, tout le continent, du cap Horn à la baie d'Hudson, pour les Américains du Nord. Ces prétentions existent, et si la politique intérieure n'occupait pas autant les esprits, elles se manifesteraient avec plus d'audace.

On a attribué à M. Johnson le projet d'intimer aux Français l'invitation de se retirer du Mexique, puis de s'en emparer pour l'annexer aux États-Unis. Les hommes d'État américains qui ont dévoilé et flétri ce programme tremblent pour ses conséquences. En effet, si les Américains s'emparaient du Mexique, ils deviendraient aussi bien les maîtres de l'Atlantique et du Pacifique dans cet hémisphère que la Russie serait la maîtresse de la Méditerranée si elle s'emparait des Dardanelles. La France et l'Angleterre ne sauraient permettre cette invasion sans abdiquer, en faveur des États-Unis, le sceptre des mers, et compromettre leur avenir industriel et commercial. Qu'on ne s'y trompe pas, la question mexicaine est la base d'une nouvelle question qui surgit à l'aurore de la résurrection des peuples, des droits et des besoins nouveaux qui vont changer la société moderne dans tous les pays du monde, c'est la *question d'Occident*, autrement plus importante et plus grave que la *question d'Orient*. Les États-Unis sont le colosse américain comme la Russie est le colosse asiatique. Le Mexique, « le malade, » n'a rien à envier à la Turquie; ces deux États sont aussi incapables l'un que l'autre de se défendre eux-mêmes, et les convoitises sont aussi grandes, aussi avouées à Washington qu'à Saint-Pétersbourg. L'expédition du Mexique pouvait empêcher qu'une guerre de Crimée sur une vaste échelle ne soit plus tard nécessaire dans le nouveau monde, et prévenir un choc redoutable auquel semblent pousser la fatalité et la timidité des gouvernements européens.

Après avoir exposé d'une manière générale la tactique du gouvernement américain dans la question mexicaine, je dois en expliquer les motifs d'une manière plus explicite, et, pour ne pas être taxé de visionnaire, je prendrai mes renseignements, soit dans les coulisses de la Maison-Blanche, soit dans la presse américaine. Je laisse de côté les faits passés avant l'ouverture de la dernière session parlementaire, comme n'offrant aucun caractère particulier, et j'arrive à cette dernière session.